

IMAGES CHOQUANTES PRISES PAR DES CAMÉRAS CACHÉES DANS UN ABATTOIR DU QUÉBEC ET DIFFUSÉES PAR LA COALITION CANADIENNE POUR LA DÉFENSE DES CHEVAUX

Montréal, 14 décembre— La semaine dernière, des images prises par des caméras cachées à l'abattoir Viandes de la Petite-Nation Inc., à St.-André-Avellin, au Québec, ont été diffusées par la Coalition canadienne pour la défense des chevaux (CHDC): <http://www.defendhorsescanada.org/lpn.html>.

La Société pour la prévention de la cruauté envers les animaux (SPCA) demande au public de regarder les images prises par des caméras cachées et de lire le rapport diffusé par la CHDC. « L'opération d'infiltration menée dans cet abattoir du Québec révèle de graves manquements au bien-être animal et soulève de vives inquiétudes concernant la salubrité de la viande produite pour la consommation humaine », a déclaré Alanna Devine, directrice de la défense des animaux à la SPCA. « La SPCA voudrait que soient interdites l'importation et l'exportation de chevaux destinés à l'abattage en vue de la consommation humaine, ainsi que l'importation de produits de viande de cheval destinés à la consommation humaine, parce qu'ils constituent un risque pour les consommateurs, et parce que ces pratiques causent aux chevaux des souffrances que nous jugeons inacceptables » a ajouté madame Devine.

La SPCA s'associe à la CHDC, aux milliers de citoyens canadiens et aux nombreux organismes de protection des animaux pour demander au gouvernement du Canada d'adopter le projet de loi C-322 visant à mettre fin à l'abattage des chevaux au Canada ou à interdire qu'au Canada, les chevaux soient envoyés à l'abattoir.

Pour obtenir de plus amples informations on peut lire l'énoncé de position de la SPCA sur l'abattage des chevaux, visiter le site de la CHDC <http://www.defendhorsescanada.org/>, ou contacter :

Twyla Francois, directeur régional de la CHDC : 204-296-1375 (médias anglais)
ou

Dr Olivier Berreville, conseiller scientifique de la CHDC : 204-891-8136 (médias français)

ou Alanna, CSPCA directrice, défense des animaux : 514-735-2711 x 2245



ÉNONCÉ DE POSITION SUR L'ABATTAGE DES CHEVAUX

La SPCA canadienne appuie le projet de loi C-322 visant à interdire l'importation et l'exportation de chevaux destinés à l'abattage en vue de la consommation humaine, ainsi que l'importation de produits de viande de cheval destinés à la consommation humaine, pour les raisons suivantes :

- Grâce à des caméras cachées dans des abattoirs de chevaux, les experts ont démontré que même dans des conditions optimales, il est impossible d'abattre les chevaux sans cruauté en raison de leur physiologie particulière et de l'inefficacité des procédures d'étourdissement.
- Actuellement, le manque de réglementation en matière de transport entraîne plusieurs abus. Les chevaux sont souvent transportés dans des remorques exigües conçues pour des animaux plus petits, comme les cochons et les vaches, ce qui les oblige à parcourir de longues distances dans des positions inconfortables. Certains chevaux passent plus de 36 heures sans nourriture ni eau. Le taux de mortalité à l'arrivée est extrêmement élevé.
- Les chevaux employés à des fins récréatives ou sportives ne sont pas élevés pour la consommation humaine; leur viande est donc susceptible de contenir certaines substances interdites, nocives pour la santé humaine.
- Il existe un lien particulier entre humains et chevaux; nous les considérons comme des compagnons et des partenaires dans nos activités sportives et récréatives. En les destinant à une mort cruelle, nous trahissons la relation entretenue avec eux.
- Il est faux de prétendre que de bannir l'abattage des chevaux augmentera la négligence envers ces animaux. Cet argument émotionnel est utilisé par l'industrie de l'abattage de chevaux dans le seul but de gagner l'appui des amis des animaux.
- Il existe des programmes visant à subventionner l'euthanasie sans cruauté envers les chevaux pour ceux qui n'en ont pas les moyens (par exemple, la Coalition canadienne pour la défense des chevaux offre une de ces subventions). L'abattage des chevaux n'est donc pas la seule option pour ceux qui éprouvent des difficultés financières.

En outre, la SPCA canadienne croit que le gouvernement doit s'attaquer au problème de surpopulation de chevaux et à celui de l'élevage à des fins sportives ou lucratives, dans le but de régler le problème sous-jacent des chevaux dont on ne veut plus.